

économique dans ma région. Je me réjouis de la présentation de ce projet de loi si important, tant pour les nouvelles industries que pour celles qui existent déjà, et pour lesquelles j'ai déjà demandé une aide spéciale. Or, le projet à l'étude favorisera leur expansion et leur modernisation, sans pour autant oublier les industries nouvelles intéressées à s'établir dans nos circonscriptions, si on leur accorde l'aide nécessaire.

Selon certains, des entreprises commerciales bénéficieraient des dispositions de ce projet de loi. Cela me réjouit. Des subventions spéciales au développement pourraient être accordées relativement à certains projets qui seraient réalisés au cours des deux prochaines années, et le montant maximum de ses subventions sera de 10 p. 100. Je n'ai pas à répéter ces chiffres, étant donné que le projet de loi a déjà été déposé.

Ces changements importants et avantageux pour toute nouvelle industrie permettront de créer un climat économique plus favorable. Les députés des circonscriptions intéressées appuieront sans hésiter l'adoption de ce projet de loi.

Je reviens à la liberté d'exprimer à la Chambre des opinions personnelles. Je serais malvenu de critiquer d'une façon générale le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), considérant que la province de Québec a reçu sa juste part. Je ne peux faire autrement, en tant que député de cette province, que de me réjouir des bons offices du ministre de l'Expansion économique régionale et de l'intérêt qu'a porté l'honorable ministre aux problèmes québécois.

Je ne voudrais pas oublier d'inviter l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale à considérer toutes les régions du Canada. Je pense qu'il le fait. Je sais aussi qu'il n'est pas facile de contenter «son père et sa mère», comme on dit souvent, mais j'ose croire que la politique économique du Canada sera de nature à susciter bientôt des investissements non seulement dans certaines régions, mais dans toutes, afin d'établir un meilleur climat économique.

J'ose croire que mes remarques inviteront l'honorable ministre à agir et recevront l'approbation de la Chambre. En effet, nous sommes tous désireux de bâtir un Canada meilleur et de voir un gouvernement de plus en plus responsable qui dépensera le plus d'argent qu'il est humainement et financièrement possible de dépenser, comme le dit souvent un certain politicien, pour le mieux-être de toute la population canadienne.

● (9:40 p.m.)

[Traduction]

**M. Steven Otto (York-Est):** Monsieur l'Orateur, le ministre me semble bien fatigué. J'ai causé avec lui tout à l'heure et j'avais l'intention de critiquer sévèrement son ministère, mais puisqu'il est si fatigué et que, d'autre part, je veux être gentil, je vais me borner à lui faire quelques suggestions.

**M. Gilbert:** Allons, ne le ménagez pas.

**M. Otto:** En vieillissant, monsieur l'Orateur, je deviens plus tendre.

**M. Benjamin:** Du cerveau.

**M. Otto:** Monsieur l'Orateur, l'idée d'expansion régionale est excellente. Elle a souvent donné de bons résultats,

mais j'aurais deux réserves à faire. Tout d'abord, il est bien peu question au ministère de l'industrie des loisirs. Toutes les régions cherchent à attirer chez elles une entreprise de fabrication. Aux yeux des gens, la fabrication a quelque chose de magique. Nous déboursions donc de \$2,000 à \$3,000 par emploi pour établir une usine dans un endroit qui ne lui convient nullement, persuadés que c'est la meilleure façon d'édifier l'économie du pays ou de la région. Mais il n'en est rien.

Le gouvernement des États-Unis décidait dernièrement de ne pas subvenir aux besoins financiers des centres de loisirs du Nord des États de New York et de l'Illinois. Ce gouvernement a même déclaré qu'il reconnaîtrait la vallée Madawaska, le Nord et le centre de l'Ontario comme une région de loisirs pour tout le Nord des États-Unis et le Canada. Donc, la ligne de conduite logique pour notre ministère de l'Expansion économique régionale consisterait, semble-t-il à donner de l'expansion aux installations de ladite région. Il faudra, pour cela, amener les gens à s'intéresser à la construction d'excellents logements, excellents en tout temps de l'année, car l'exportation d'un bien tenant au climat, qu'il s'agisse de neige ou d'eau, est une chose bien facile et bien lucrative. Elle rapporte plus d'un milliard par année et donne du travail à une foule de gens. Pourtant, lorsqu'on cherche à obtenir un prêt à cette fin de la Banque d'expansion industrielle, on nous répond: «Ce sont les manufactures qui nous intéressent. Nous pouvons vous donner telle ou telle somme pour une nouvelle usine et tel montant pour l'outillage». Mais lorsqu'il s'agit d'une installation de loisirs, la banque fait bien des réserves.

Le ministère se désintéresse manifestement de ce domaine, qui pourrait être extrêmement lucratif. J'engage donc le ministre à faire comprendre à ses fonctionnaires que les établissements récréatifs n'ont rien de répréhensible. Si nous voulons promouvoir l'industrie en général, nous devons considérer celle du tourisme et celle des loisirs comme sérieuses. C'est ce que l'Autriche et la Suisse ont fait. L'Autriche en particulier, depuis huit ans, en a retiré une fortune. Que font valoir les Autrichiens? La neige des Alpes; les festivals de ski et les vins locaux. Ils attirent les touristes américains et canadiens. Nous ne voyons pas d'inconvénients à ce que les touristes américains viennent dépenser au Canada, mais ils veulent de bonnes installations et, de leur côté, les Canadiens aussi veulent maintenant de bonnes installations, et les gens ne sauraient plus passer une semaine dans une cabine de deux pieds sur quatre. Le temps en est révolu. Nous devons offrir aux touristes des installations de premier ordre. Nous devons encourager l'établissement d'écoles où on enseignera aux Canadiens comment administrer et exploiter à l'année longue des établissements de récréation. C'est là que réside notre avenir.

Deuxièmement, je déplore les idées qu'entretiennent les fonctionnaires sur les sites des nouvelles industries. Je mentionne en particulier que le ministère néglige dans une large mesure les talents et les connaissances de nos cadres supérieurs, quand il s'agit de décider où une industrie sera implantée. Je n'en impute pas la faute au ministre, mais je signale que, il y a un certain temps, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a convaincu la société Clairtone d'aller s'installer dans les Maritimes; or, si le ministère—et je parle ici du ministère provincial—avait consulté trois ou quatre personnes renseignées, il